



ANNEXE AU COMMUNIQUÉ DE PRESSE : FAIRE DES ÉCONOMIES AU SPF FINANCES, C'EST SE TIRER UNE BALLE DANS LE PIED !

Diminution de personnel

Évolution du total de l'effectif en unités physiques du SPF Finances (source : www.pdata.be)

	01/01/1996	01/01/2006	01/01/2011	01/01/2013	01/01/2015	01/01/2016
Total	33 895	31 770	29 267	26 923	25 429	24 348
Évolution jusqu'en 2016	-28 %	-23 %	-17 %	-10 %	-4 %	

Depuis des années, les gouvernements successifs imposent des économies au SPF Finances. Le personnel n'a cessé de fondre : -28 % en 20 ans (-9 500 agents), -23 % en 10 ans, -17 % en 5 ans.

Ces diminutions se font essentiellement ressentir dans les services de contrôle : ainsi, à l'Administration générale de la Fiscalité, en 10 ans, le personnel de contrôle a diminué de 30 % et même 40 % pour les contrôleurs TVA.

Conséquences directes :

1. Diminution du nombre de contrôles

Moins d'agents contrôleurs, cela signifie moins de contrôles. La chute est vertigineuse.

À l'administration générale de la Fiscalité, en 3 ans, 76 % de contrôles en moins à l'IPP, 30 % en moins à l'ISOC et 45 % en moins à la TVA.

À la Douane, ce n'est pas mieux : en 4 ans, diminution de 47 % des contrôles effectués par les services de première ligne !

2. Diminution des rentrées fiscales liées aux contrôles

En 3 ans, les majorations de revenus liées aux contrôles à l'Administration générale de la Fiscalité ont chuté de 42 % : cela représente une **PERTE ANNUELLE DE PLUS DE 2 MILLIARDS D'EUROS PAR AN !!!**

La situation va rapidement empirer

Malheureusement, au vu de la pyramide des âges du SPF Finances, sans recrutement massif, le personnel va encore diminuer très rapidement.

Une nouvelle fois, l'exemple de l'Administration générale de la Fiscalité est frappant : vu la priorité accordée à la gestion des déclarations fiscales, les responsables n'hésitent pas à affirmer que, sans engagement massif, **LES CAPACITÉS DE CONTRÔLE VONT TOTALEMENT DISPARAÎTRE D'ICI 2022 !**

De nouvelles économies... Incompréhensible !

Pourtant, le gouvernement poursuit ses mesures d'économies.

Alors que des fonds seraient bien utiles pour financer les soins de santé, les prisons, la Justice, la mobilité..., se priver de plusieurs milliards d'euros de rentrées fiscales annuelles est incompréhensible !

Le gouvernement reste aveugle face à ce constat.

Mais, avant qu'il ne devienne sourd, les agents du SPF Finances vont exprimer leur colère en ce mois de juin.

Deux revendications prioritaires de ces actions :

- **L'engagement immédiat des recrutements autorisés depuis... 2015 !**
- **Un recrutement important au SPF Finances et, au minimum, le remplacement de chaque agent qui part à la pension afin de permettre au SPF Finances de remplir ses missions de service public et de lutte contre la fraude.**